

Cadre de référence - intervention pipelines (CRIP)

Steve Boivin, Conseiller-expert
et adjoint aux opérations
Direction des opérations (DGSCSI)
Ministère de la Sécurité publique

Plan de présentation

- Historique (mise en contexte)
- Création du comité de rédaction
- Cadre de référence – intervention pipelines (CRIP)
- Schémas préliminaires
- Cartographie des pipelines – Évaluation des risques
- Bilan et perspectives
- Conclusion



Historique

Décembre 2013 : Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN) de l'Assemblée nationale

- 18 recommandations concernant l'inversion de l'oléoduc 9B d'Enbridge.

Septembre 2014 : Création de l'Unité de vigilance permanente sur les hydrocarbures (MERN-MDDELCC)

- Analyse du plan d'urgence d'Enbridge (9B) par le MSP (mars 2015).

Novembre 2015 : Inversion de l'Oléoduc 9B d'Enbridge

- Suivi du processus d'alerte par le MSP dans le cadre d'un comité de la CMM.

Janvier 2016: Ouverture du bureau de l'ONÉ à Montréal

- Début d'une collaboration pour l'amélioration de l'état de préparation.

Mars 2016 : BAPE Énergie-Est

- Interrogation de la gestion des conséquences par le président.

Historique (suite)

→ Suite à ces événements, il a été recommandé qu'un suivi soit effectué pour améliorer la gestion des mesures d'urgence et la coordination des différents intervenants entourant les incidents liés aux pipelines au Québec.

Enjeux soulevés :

- Qu'un déversement de matières dangereuses à partir d'un pipeline aurait des conséquences importantes;
- Que l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des mesures d'urgence puisse coordonner leurs interventions en tout respect des champs de compétences de chacun;
- Que l'attention médiatique et le scepticisme du public face au transport des matières dangereuses accroissent la pression sur les intervenants.

Il est apparu important pour le gouvernement du Québec de créer le comité **Cadre de Référence Intervention Pipelines** (CRIP) à l'initiative et sous le leadership de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie du ministère de la Sécurité publique. Le comité CRIP fera état de l'avancement des travaux à l'Unité permanente de vigilance.

La composition du comité CRIP

Organisation	Représentant	Fonction
Gouvernement du Québec		
MSP - Coordonnateur	Steve Boivin	Conseiller-expert, adjoint aux opérations
MDDELCC	Frédéric Dechamplain	Conseiller en urgence environnementale
MERN	Richard Sirois	Conseiller senior en réglementation et approvisionnements
RBQ	Sophie Bédard	Conseillère technique en équipements pétroliers
Gouvernement du Canada		
Office national de l'énergie	Nicolas Chebroux	Spécialiste en gestion des urgences
Sécurité publique Canada	Amélie Morin	Agente principale régionale des programmes
Municipalité		
Représentant municipal - SSI	Jacques Bérubé	Directeur du Service de sécurité incendie

Le Cadre de référence – intervention pipelines (CRIP)

Le mandat :

Le CRIP vise à faciliter la coordination et la gestion des conséquences d'un déversement majeur d'hydrocarbures en milieu terrestre ou maritime à partir d'un pipeline au Québec (RBQ et ONÉ).

Le mandat du comité sera guidé par le renforcement des bonnes pratiques dans le domaine des risques industriels majeurs, ainsi que sur la promotion des approches et principes du Système québécois de sécurité civile.

Note importante :

Ce comité ne remplace aucun des autres comités ou initiatives existantes touchant ce thème. Il se veut également un lieu d'échanges et de regroupement d'informations pour mieux outiller et informer les décideurs publics et les responsables des mesures d'urgence.

Le Cadre de référence – intervention pipelines (CRIP)

Les objectifs principaux :

- Améliorer les connaissances reliées aux transports des hydrocarbures et autres substances nocives par pipeline;
- Partager l'expertise et favoriser la concertation entre les intervenants concernés par la gestion des mesures d'urgence au Québec;
- Définir clairement les rôles et les responsabilités de tout un chacun dans la dimension de l'intervention suite à un déversement impliquant un pipeline;
- Promouvoir l'intégration, dans les plans de mesures d'urgence des compagnies pipelinières, des bonnes pratiques opérationnelles de sécurité civile et de mesures d'urgence reconnues au Québec;
- **Développer un cadre de référence sur la gestion des interventions** dans le cadre d'un sinistre majeur lié aux transports des matières dangereuses par pipeline au Québec.

Le Cadre de référence – intervention pipelines (CRIP)

Table des matières :

- 1- Généralités (à qui s'adresse le document, cadre légal,...)
- 2- Coordination de l'intervention en cas d'incident de pipeline
 - 2.1 Alerte et mobilisation
 - 2.2 Coordination sur le site
 - 2.3 Coordination municipale
 - 2.4 Coordination provinciale
 - 2.5 Coordination fédérale
 - 2.6 Coordination de l'expertise (aide à la décision)
- 3- Références
- 4- Liste des acronymes
- 5- Glossaires
- 6- Annexes (volet comm., aide financière et autres selon les besoins)

Documents de référence en sécurité civile (en bref)

Gouvernement du Québec (et mun.) :

- Cadre de coordination de site de sinistre
- Concepts de base en sécurité civile
- Approche et principes en sécurité civile
- Gestion des risques en sécurité civile
- Planifier la réponse au sinistre
- Trousse d'info. pour le coord. municipal

Gouvernement du Canada :

- Cadre de sécurité civile pour le Canada
- Système national d'intervention d'urgence
- Plan fédéral d'intervention d'urgence

Et les normes en vigueur :

- CSA-Z246.2
- CSA-Z731
- NFPA, ...



Les mécanismes de coordination - *tous risques*

RÉSEAU NATIONAL

COORDINATION - OSCQ

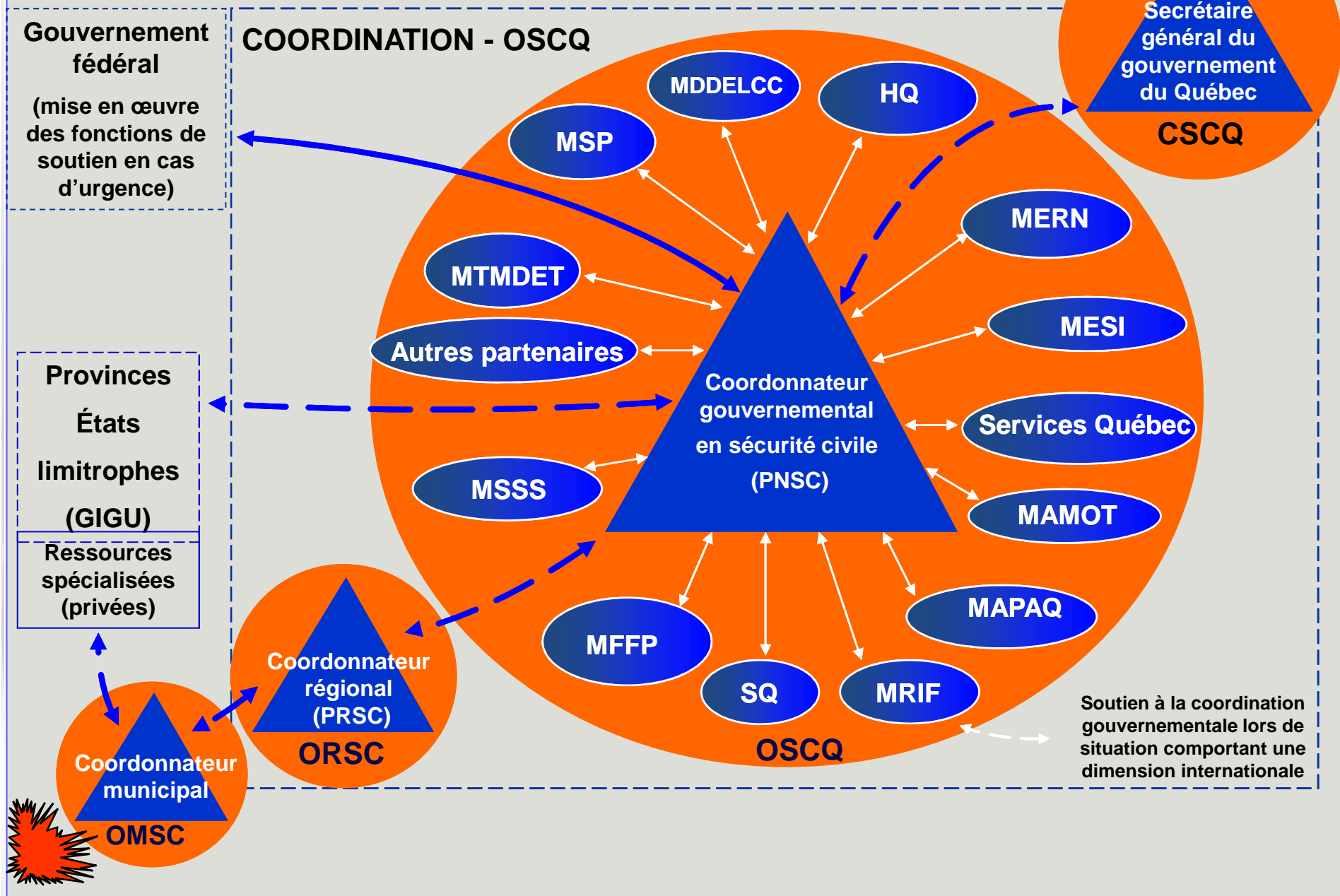
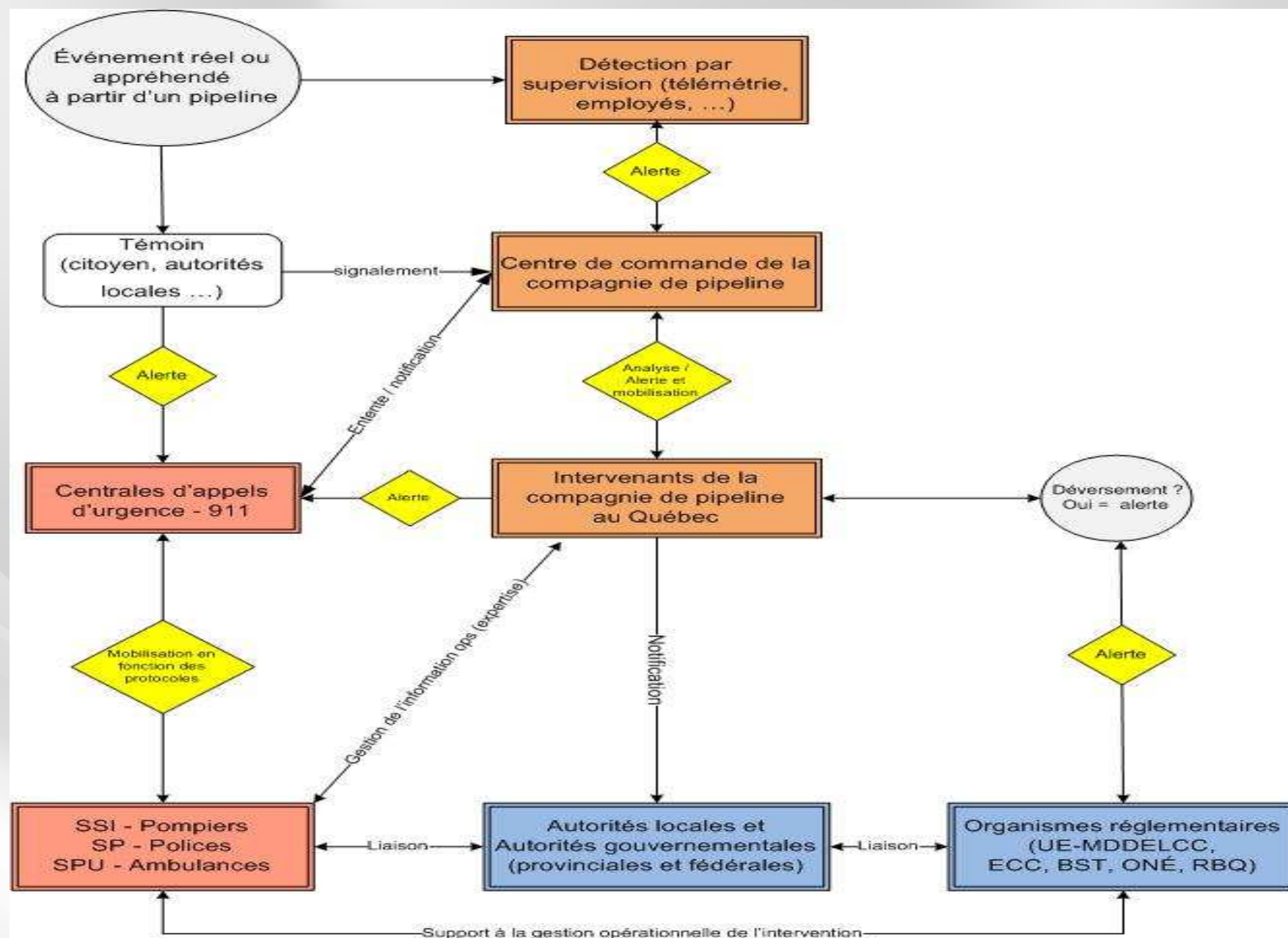
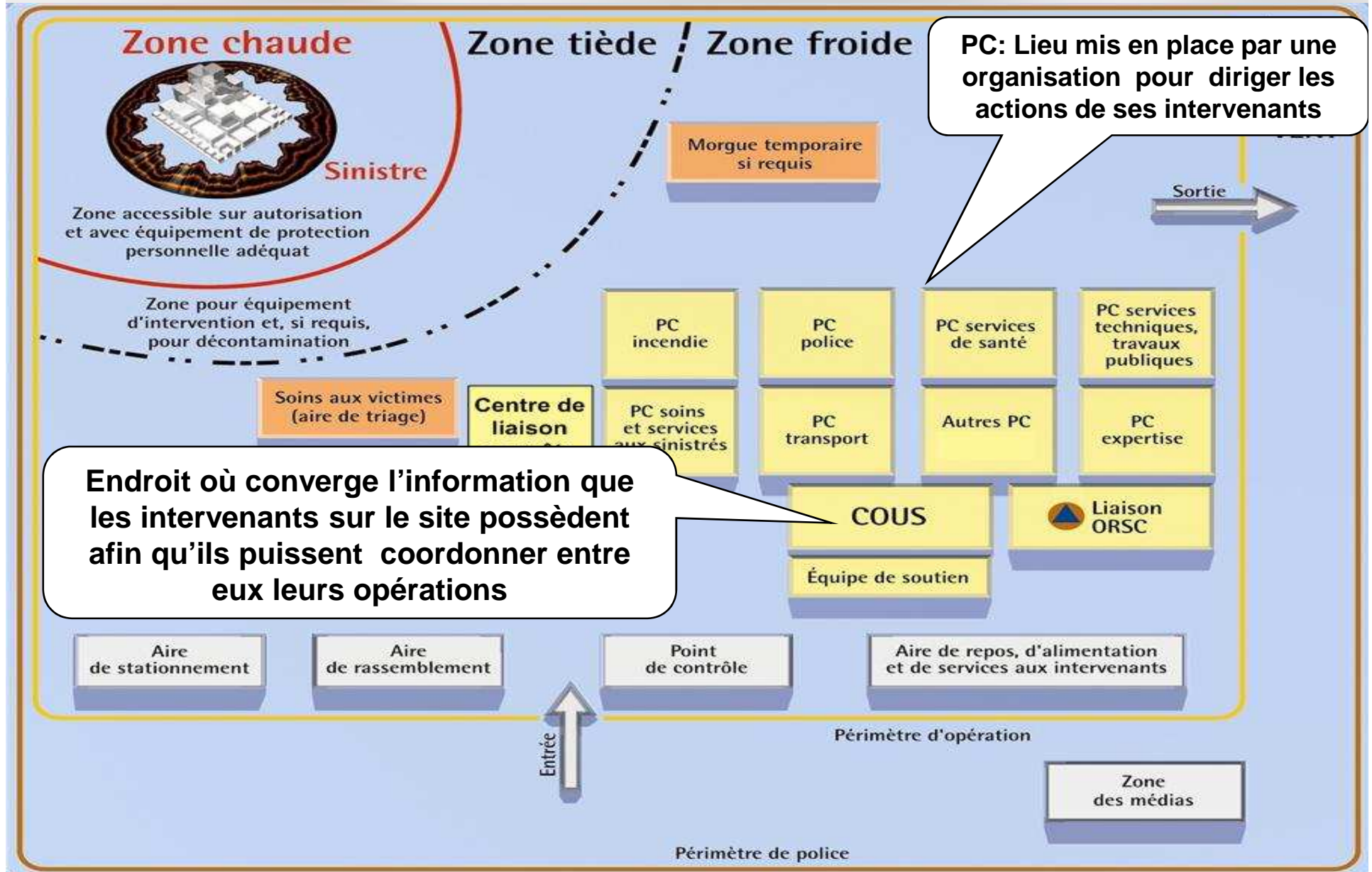


Schéma d'alerte préliminaire du CRIP



Gestion d'un site de sinistre (multi-organisationnel)



Gestion des conséquences hors-site

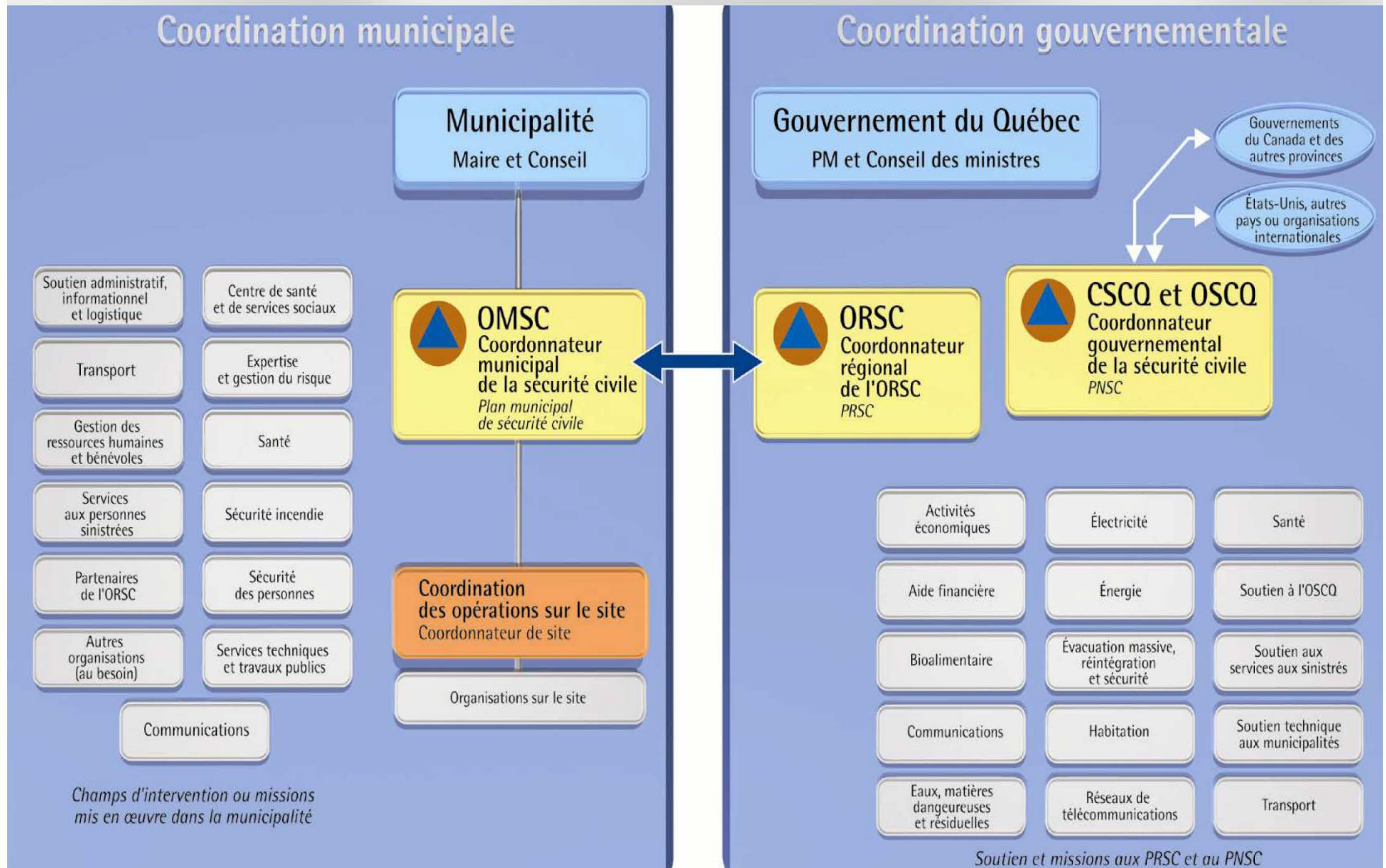
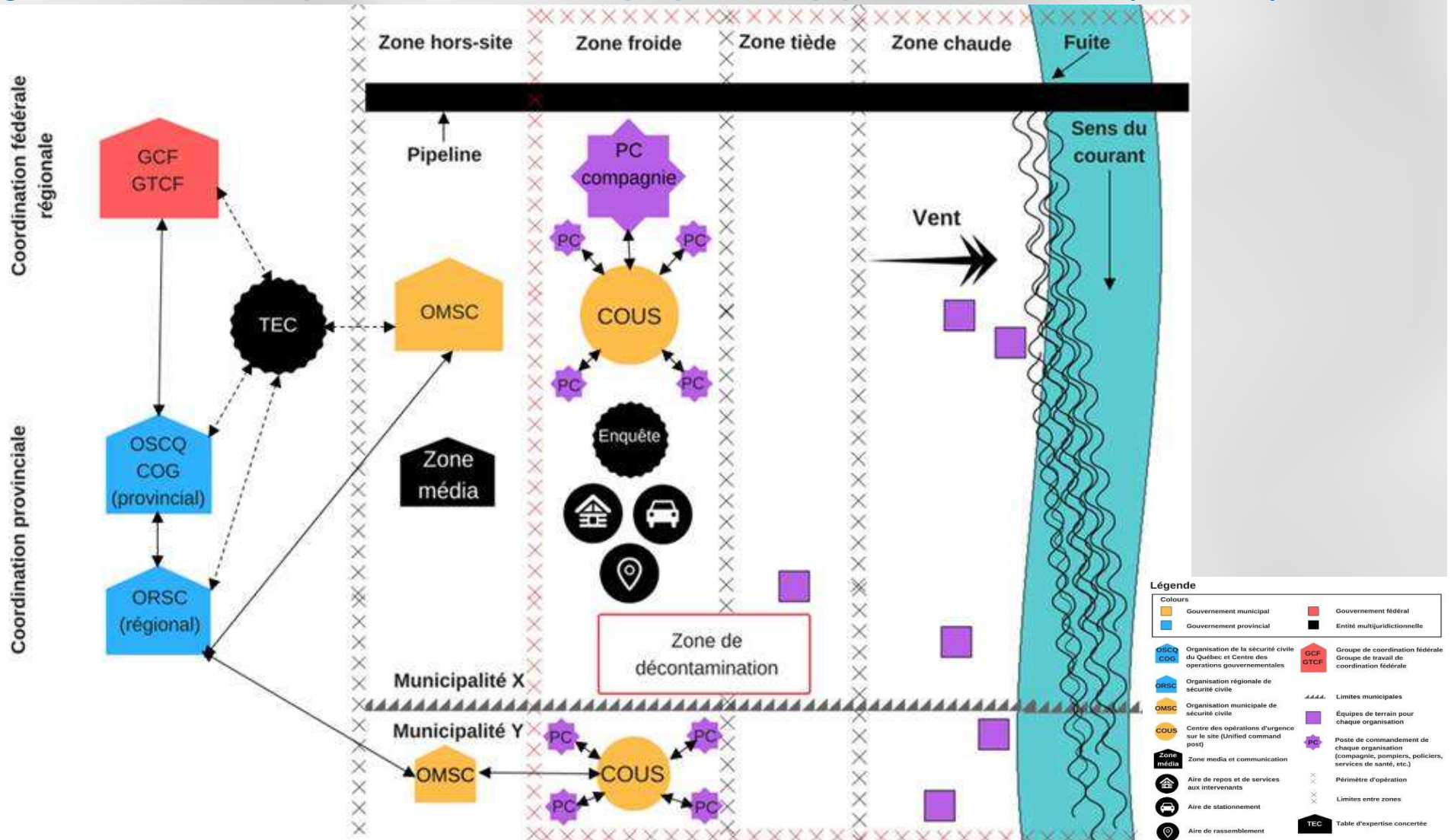
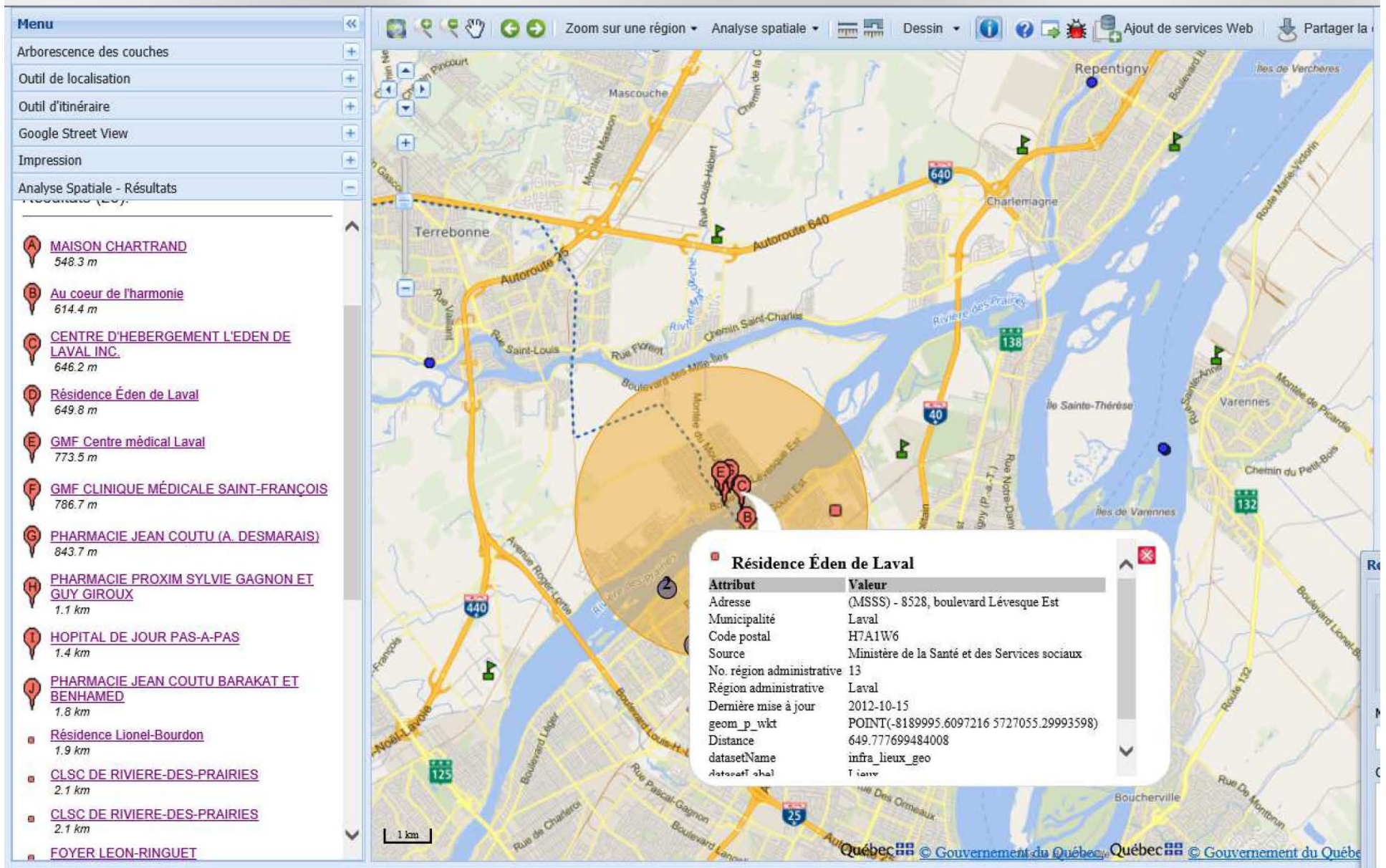


Schéma **PRÉLIMINAIRE DU CRIP** représentant la gestion d'un site de sinistre et la gestion des conséquences hors-site impliquant un pipeline au Québec (Oléoduc)



Géo-Portail du MSP et évaluation des risques

(Note : Rayon fictif pour démonstration seulement)



Mécanismes de coordination et de concertation - Sécurité civile

- **Organisation municipale de sécurité civile (OMSC) → Niveau municipal**
Coordonnée par le maire ou le directeur général de la municipalité
Composée des représentants des différentes directions municipales interpellées par la gestion des sinistres (loisirs, travaux publics, pompiers, police,...)
- **Organisation régionale de sécurité civile (ORSC) → Niveau régional**
Coordonnée par le directeur régional de la sécurité civile qui agit à titre de coordonnateur régional de la sécurité civile
Composée des représentants des M/O présents en région interpellés par la gestion des sinistres qui agissent à titre de coordonnateurs ministériels régionaux
- **Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) → Niveau national**
Coordonnée par le sous-ministre associé à la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie qui agit à titre de coordonnateur gouvernemental de la sécurité civile
Composée des représentants de plus de 40 M/O interpellés par la gestion des sinistres qui agissent à titre de coordonnateurs ministériels

Bilan et perspectives

A) Rencontres :

9 nov. 2017 : Rencontre des compagnies de pipelines du Québec

Objectif: Présenter le projet et favoriser la collaboration

22 nov. 2017 : Exercice multi-juridictionnel (Diapason I)

Objectif : Préciser les rôles et respons. gouvernementales du CRIP

Fin nov. : Présentation du projet à l'Unité permanente de vigilance sur les hydrocarbures

B) Concernant le document CRIP :

- Synthèse et uniformisation des informations reçues des partenaires
- Intégration des leçons apprises de l'exercice Diapason I
- Intégration des commentaires des compagnies pipelinières
- Mise en forme des différentes sections (formatage)
- Révision des schémas et adaptation du visuel selon PIV du gouv. du Qc.
- Diffusion et présentation dans le cadre d'activités de sécurité civile

Merci à vous!

Steve Boivin, conseiller-expert

Adjoint aux opérations, Direction des opérations
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
Ministère de la Sécurité publique
steve.boivin@msp.gouv.qc.ca

Liste des sigles et acronymes en sécurité civile

CNCG :	Centre national de coordination gouvernementale
COG :	Centre des opérations gouvernementales
COU :	Centre des opérations d'urgence
COUS :	Centre des opérations d'urgence sur site
CRCG :	Centre régional de coordination gouvernementale
CSCQ :	Comité de sécurité civile du Québec
DGSCSI :	Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
DO :	Direction des opérations
DRSCSI :	Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie
MSP :	Ministère de la Sécurité publique
OMSC :	Organisation municipale de la sécurité civile
ORSC :	Organisation régionale de la sécurité civile
OSCQ :	Organisation de la sécurité civile du Québec
PMSC :	Plan municipal de sécurité civile (Plan des mesures d'urgence)
PNSC :	Plan national de la sécurité civile

